

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2007)  
**Heft:** 1755

**Artikel:** L'eurotabou, version 2007 : après le point de vue de Luc Vodoz (DP 1754), une autre analyse de la place de l'Europe dans le paysage politique suisse  
**Autor:** Tille, Albert  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024481>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Hans Stöckli se montre plus habile, comme à son habitude, combinant pragmatisme et finesse. Plus clair aussi: les montants économisés grâce à

la délégation au canton de tâches municipales de police seront intégralement réinvestis dans la sécurité en ville de Biel. Et cela contrairement à

ce qui est prévu dans la Ville fédérale, où l'achat de prestations de sécurité au canton a été acceptée par les citoyens ce dimanche.

## L'eurotabou, version 2007

*Après le point de vue de Luc Vodoz (DP 1754), une autre analyse de la place de l'Europe dans le paysage politique suisse*

Albert Tille (8 novembre 2007)

**Les dirigeants économiques et politiques mettent les européophiles en quarantaine. Totalement absente de la campagne électorale, la question européenne est le nouveau tabou helvétique.**

Joseph Deiss récidive. En quittant le Conseil fédéral, il affirmait que l'adhésion à l'Union européenne était inéluctable. Aujourd'hui il déplore, au micro de la RSR, que la question européenne soit évacuée du débat politique. Moins visibles, mais tout aussi convaincus, nombre d'anciens diplomates suisses apportent leur savoir et leur soutien au Nouveau mouvement européen (nomes), partisan déclaré de l'adhésion à l'Union. Ces personnalités ont leur carrière derrière elles. Elles peuvent prendre le risque d'être européophiles. Il en va tout autrement chez les politiciens qui pensent à leur réélection. L'eurotabou règne aujourd'hui en maître sur la scène politique helvétique.

Les choses ont profondément changé en une quinzaine d'années. En 1990, après la chute du mur de Berlin, les

pays neutres se précipitaient vers Bruxelles. L'Europe, ses bras ouverts aux pays opprimés par le régime soviétique, était un projet de société, fait de paix et de prospérité. L'enthousiasme est retombé. Oublié l'accueil des frères de l'est. La concurrence du plombier polonais occupe désormais le devant de la scène. En Suisse, après le rejet de l'EEE, le monde économique et ses relais politiques naturels ont tenté et réussi l'alternative des bilatérales. L'accès au marché n'est pas intégral. Mais les lobbies qui comptent, ceux de la banques et de l'industrie pharmaceutique, ont pu conserver des priviléges. Se distancer du bilatéralisme est donc devenu une faute. Les patrons personnellement favorables à l'adhésion doivent se taire. L'eurotabou va plus loin encore. Par crainte de représailles commerciales, un chef d'entreprise doit s'interdire tout contact, ne serait-ce que pour un débat, avec les européophiles du nomes.

La situation n'est guère différente dans le monde politique. Hypnotisés par le succès de l'UDC, les grands

partis et leurs élus s'efforcent de faire oublier leurs anciennes convictions européennes. Le PS a certes publié l'an passé un plaidoyer en faveur de l'adhésion. Mais ce n'est qu'un épais dossier rangé dans un tiroir. Il n'en est rien resté dans la campagne électorale. L'UDC a imposé sa politique. Tous les partis ont jeté l'Europe aux oubliettes. Le retrait de la demande d'adhésion ne fait même plus recette. Les nationalistes peuvent maintenant utiliser des objets électoralement plus porteurs.

Bien sûr l'Europe réapparaîtra immédiatement lorsqu'il s'agira pour la Suisse de s'adapter à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie. La campagne a d'ailleurs déjà commencé avec la traque aux mendiants roumains. Lorsque l'objet sera présenté aux électeurs, les millions de l'économie voleront au secours des bilatérales. Les européophiles redeviendront, pour un temps, présentables. Le temps, pour eux, de montrer que l'Europe est une grande cause politique et non pas une pure affaire économique. Mais après le scrutin, l'eurotabou reprendra tous ses droits.